Bernard Bernier

Anthropologie, professeur au département d'anthropologie, Université de Montréal
Faculté des arts et des sciences - Centre d'études d'Asie de l'Est

(1979)

“Immigration et utilisation de la main-d'œuvre ethnique au Canada.”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de l'article de :

Bernard Bernier

Anthropologue, professeur au département d'anthropologie, Faculté des arts et des sciences, chercheur au Centre d'études d'Asie de l'Est, Université de Montréal.

"Immigration et utilisation de la main-d'œuvre ethnique au Canada."

Un article publié dans l'ouvrage collectif intitulé: **Perspectives anthropologiques. Un collectif d'anthropologues québécois**, chapitre 18, pp. 317-330. Montréal: Les Éditions du Renouveau pédagogique, 1979, 436 pp.

[Autorisation formelle accordée le 16 septembre 2005 par l'auteur de diffuser ce texte.]

Courriel bernard.bernier@umontreal.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes
Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 13 novembre 2005 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec.

Bernard Bernier

Anthropologue, professeur au département d'anthropologie,
Faculté des arts et des sciences, chercheur au Centre d'études d'Asie de l'Est,
Université de Montréal.

“Immigration et utilisation de la main-d'œuvre ethnique au Canada.”

Un article publié dans l'ouvrage collectif intitulé: **Perspectives anthropologiques. Un collectif d'anthropologues québécois**, chapitre 18, pp. 317-330. Montréal: Les Éditions du Renouveau pédagogique, 1979, 436 pp.

Table des matières

Introduction

1. [Quelques données statistiques](#)
2. [Histoire de l'immigration](#)
3. [Deux types d'immigration](#)
4. [L'utilisation de la main-d'œuvre ethnique](#)
5. [La constitution des quartiers ethniques](#)
6. [Les immigrants et la question nationale au Québec](#)

- [Figure 18.1](#) Synagogue, Québec, (photo Louis-J. Dorais).
[Figure 18.2](#) Restaurant indien, (photo *Louis-J. Dorais*).
[Figure 18.3](#) Restaurant chinois, (*photo Louis-J. Dorais*).
[Figure 18.4](#) Église grecque orthodoxe, Québec, (*photo Louis-J. Dorais*).
[Figure 18.5](#) Ministère de l'immigration, Québec, (*photo Louis-J. Dorais*).

Bernard Bernier
Université de Montréal

"Immigration et utilisation de la main-d'œuvre ethnique au Canada"

Un article publié dans l'ouvrage collectif intitulé : *Perspectives anthropologiques*. Un collectif d'anthropologues québécois, chapitre 18, pp. 317-330. Montréal : Les Éditions du Renouveau pédagogique, 1979, 436 pp.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Montréal, comme toutes les grandes villes nord-américaines, a actuellement l'apparence d'une métropole cosmopolite, avec ses boutiques et restaurants « ethniques », concentrés pour la plupart dans des quartiers précis. Le quartier chinois, situé sur les rues Clark et La Gauchetière, est sans doute le mieux connu parmi ces endroits ; mais on retrouve aussi des quartiers italiens autour de la rue Jean-Talon et à Saint-Léonard, grec près de l'avenue du Parc, juif à Snowdon et Côte-Saint-Luc, portugais sur la rue Saint-Laurent et les environs. Enfin, de plus en plus, un groupe d'Antillais se concentre près du carrefour Barclay/Côte-des-Neiges. L'implantation d'un bon nombre de personnes d'un groupe ethnique donné change immédiatement l'apparence d'un quartier. Les coutumes et habitudes du groupe deviennent visibles : des restaurants et épiceries ethniques ouvrent leurs portes, les gens se mettent à converser aux coins des rues et dans les centres d'achats, etc.

Ces phénomènes revêtent une grande importance à la fois pour les membres du groupe ethnique concerné et pour les autres citoyens. Cependant, il ne s'agit là que de la première apparence de l'ethnicité dans une ville comme Montréal. Derrière cette apparence se cache un ensemble de phénomènes tels que l'exploitation de la main-d'œuvre ethnique, la discrimination, le racisme, la dépendance envers les patrons et les propriétaires de logements, phénomènes qu'il faut mettre en lumière si on veut analyser adéquatement l'apparition et le maintien des groupes et des quartiers ethniques à Montréal. À notre avis, on ne peut comprendre l'ethnicité dans les pays capitalistes, dont le Canada, sans situer ces phénomènes dans le contexte des antagonismes de classes qui caractérisent ces pays.

1. Quelques données statistiques

[Retour à la table des matières](#)

S'il est relativement facile de rassembler des statistiques précises sur le nombre et la provenance des immigrants dans une année donnée ou sur une période précise, l'évaluation du nombre d'individus qui, à un moment donné, se considèrent comme appartenant à un groupe ethnique particulier constitue une entreprise beaucoup plus complexe. En effet, plusieurs immigrants de longue date, et même des enfants et petits-enfants d'immigrants, donc nés au Canada et citoyens canadiens, sont encore liés de près à leurs compatriotes.

Par contre, d'autres se sont complètement intégrés aux milieux francophone ou anglophone du Canada, à un point tel que, même s'ils sont classés dans les recensements comme d'origine irlandaise, italienne ou ukrainienne, ils n'ont pas de relations avec leurs congénères du pays d'origine. Malgré ces limitations, les données de Statistique Canada ou du gouvernement du Québec pourront nous donner un aperçu de la situation des immigrants au Canada et à Montréal.

Durant la décennie 1961-1971, le nombre d'immigrants s'élève au Canada à 1 531 527, et il se répartit à peu près également selon le sexe (il y a eu une différence de 605 en faveur des hommes). De ce nombre, 52% venaient comme « actifs », c'est-à-dire qu'ils étaient venus au Canada pour y travailler. Les 48% qui restent comprennent les enfants, les vieillards, et les femmes qui sont venues avec le statut de « désigné ». Or, parmi les femmes qui sont venues avec ce statut, plusieurs se trouvent un emploi, ce qui fait augmenter la proportion de la main-d'œuvre active parmi les immigrants à près de 60%. Ce taux est très élevé si on le compare à celui des actifs dans la population totale du Canada pour 1971, qui s'élève à 40%. On peut donc percevoir ici déjà une caractéristique importante de la population immigrante : on l'importe pour travailler, c'est-à-dire comme main-d'œuvre.

Figure 18.1
Synagogue, Québec, (photo *Louis-J. Dorais*).

[Retour à la table des matières](#)

Par ailleurs, parmi ceux qui avaient l'intention de travailler à leur arrivée au Canada, 40% projetaient d'occuper un emploi d'ouvrier, et 20%, d'employé. Or, comme beaucoup d'immigrants ayant une qualification et même une profession sont obligés, à leur arrivée au Canada, de travailler comme ouvriers ou comme employés, on peut estimer

à près des trois quarts du nombre total des immigrants actifs ceux qui travaillent comme ouvriers ou employés de bureau. Les implications de ces statistiques seront analysées plus loin dans la section sur l'utilisation de la main-d'œuvre ethnique.

En 1973, 184200 immigrants sont arrivés au Canada. Il s'agit d'une année de très forte immigration car, depuis 1945, seules les années 1951, 1957 (maximum dans l'après-guerre avec 282 164), 1966 et 1967 ont vu arriver au Canada un plus grand nombre d'immigrants. Cette même année, près de 27 000 de ces immigrants ont élu domicile au Québec, contre plus de 103 000 en Ontario. Cette dernière province, et ce chaque année, accueille un nombre d'immigrants de 2 à 5 fois supérieur à celui de n'importe quelle autre province. C'est ce qui explique la proportion beaucoup plus forte de personnes d'ascendance autre que britannique ou française en Ontario qu'au Québec. Par exemple, en 1971, 66% des résidents de Montréal étaient classés comme étant d'ascendance française, 11% d'ascendance britannique, ce qui laisse une proportion d'allophones et de « non classés » de 23%. Pour la même année, à Toronto, les pourcentages respectifs étaient de 4%, 46% et 50% : la proportion de gens d'ascendance autre que britannique et française y représente donc plus du double de celle de Montréal.

La répartition par groupe ethnique de ces gens d'ascendance autre que britannique et française diffère totalement dans les deux villes. Alors qu'à Montréal, en 1971, les « autres ethnies » comprenaient 36% d'Italiens, 17% de Juifs et 3% d'Allemands, à Toronto, la même année, ces « autres » englobaient 24% d'Italiens, 8% de Juifs, 7% d'Allemands, 7% de Polonais et 7% d'Ukrainiens. La population ethnique de Toronto, plus nombreuse que celle de Montréal (environ 360 000 comparativement à 302 000) est donc aussi plus diversifiée.

Ces quelques statistiques suffiront à donner une image globale de la situation actuelle de l'immigration au Canada et à Montréal. Il est nécessaire, maintenant, d'examiner l'histoire de l'immigration au Canada.

2. Histoire de l'immigration

[Retour à la table des matières](#)

La répartition de la population canadienne et montréalaise en groupes ethniques en 1971 ou en 1973 résulte d'un très long processus historique, car elle est la conséquence du processus d'implantation du capitalisme, d'origine européenne, en Amérique. Cette implantation a comporté deux grandes étapes. La première période, que l'on peut grossièrement situer autour des années 1600-1850, fut dominée par les intérêts du capital marchand. Après 1850, et surtout au 20^e siècle, les intérêts du capitalisme industriel et financier, de plus en plus monopoliste, ont prévalu.

L'arrivée des Français et des Britanniques en Amérique du Nord était motivée par le commerce. À la recherche de métaux précieux, les Européens n'ont trouvé, sur le territoire qui deviendra plus tard le Canada, que des fourrures. Ces fourrures allaient toutefois devenir, et ce, dès le 18^e siècle, un important article de commerce.

Pour assurer la continuité de l'approvisionnement en fourrures, il fallait sur place, en Amérique du Nord, une certaine population européenne. En effet, ce commerce requérait une main-d'œuvre minimale (commerçants, coureurs de bois, etc.), pour laquelle il fallait produire sur place une partie de la nourriture essentielle à son entretien. On opta donc pour l'envoi en Amérique de colons-agriculteurs. Par ailleurs, la rivalité coloniale entre les pays européens entraînait la nécessité pour les monarchies au pouvoir dans ces pays de contrôler le plus vaste territoire possible, par la présence de détachements armés et d'une population minimale. Enfin, les conditions sociales en Europe, spécialement en Angleterre ¹, favorisaient une émigration substan-

¹ Les conditions particulières de l'Angleterre sont illustrées par le niveau de population des colonies britanniques par rapport à celui des colonies françaises en Amérique du Nord : en 1760, cette population s'élevait à 1500 000 dans le premier cas et à 60 000 dans le second.

tielle, les paysans expropriés par l'expansion de l'agriculture marchande en Europe étant attirés par les possibilités qu'offrait un continent « inutilisé ».

De fait, le continent n'était pas « inutilisé ». De nombreuses populations amérindiennes dispersées sur le territoire y pratiquaient la chasse, la cueillette, la pêche et, dans plusieurs cas, l'agriculture. L'arrivée des Européens et leur expansion territoriale ont entraîné l'expropriation plus ou moins rapide de la plupart de ces populations et l'érosion de la base matérielle de leur mode de vie. L'expansion coloniale européenne et l'expropriation qu'elle a provoquée constituent donc les causes du problème indien qui dure jusqu'à nos jours en Amérique du Nord.

La conquête, en 1760, des colonies françaises d'Amérique du Nord par les Britanniques n'a pas produit d'effets immédiats sur le type de colonie. Celles-ci allaient plus tard devenir le Canada ou plutôt conserver leur structure marchande, centrée d'abord sur le commerce des fourrures, puis sur celui du bois et du blé. Cependant, la conquête de 1760 marque le début de l'oppression nationale des francophones du Canada, c'est-à-dire l'inauguration de la « question nationale québécoise ». En effet, la conquête a entraîné l'inclusion d'une population francophone dans une colonie anglaise, et cette inclusion a permis par la suite l'utilisation de la langue et de la « culture française » comme critères de définition d'une population asservie.

Il est à noter que, même si la population actuelle du Canada se compose en très grande majorité de descendants d'immigrants européens, les francophones et les anglophones (sauf peut-être les Irlandais) arrivés avant 1900 et même plus tard, ne sont pas considérés comme immigrants. De fait, les Irlandais constituent les plus anciens arrivants européens encore jusqu'à un certain point reconnus comme un « groupe ethnique », donc comme issus de l'immigration. Ces derniers, chassés de leur pays par l'expropriation paysanne et la famine causées par les mesures de la noblesse foncière et du gouvernement britannique, ont émigré d'abord vers l'Angleterre puis, après 1820, vers les colonies d'Amérique du Nord. Les premiers Irlandais arrivés au Canada, après une période plus ou moins longue de travail comme

manœuvres, surtout dans les ports de Montréal et de Québec, tentaient rapidement d'obtenir de la terre pour devenir paysans indépendants.

Figure 18.2

Restaurant indien, (photo *Louis-J. Dorais*).

[Retour à la table des matières](#)

Mais après 1850, l'essor de l'industrie et l'instauration graduelle de la deuxième période d'immigration ont confiné les Irlandais au prolétariat. En effet, cette seconde période est caractérisée par l'arrivée d'immigrants qui, à la recherche d'un revenu supérieur à celui qu'ils avaient dans leur pays d'origine, ont servi comme main-d'œuvre mal payée, surtout dans l'industrie, mais aussi dans la construction et l'agriculture. A la suite des Irlandais, on vit arriver tour à tour : les Chinois, employés au 19^e siècle surtout dans la construction du chemin de fer dans l'Ouest du pays ; puis les émigrés d'Europe de l'Est (Ukrainiens, Polonais, Juifs, etc.) fuyant la famine et la répression des monarchies ; ensuite, les Italiens et les Grecs dont l'immigration,

amorcée à la fin du 19^e siècle, sera bloquée par la crise et la guerre (de 1929 à 1946) mais reprendra de plus belle dans l'après-guerre ; enfin, également depuis la fin de la guerre, les Portugais, et, tout récemment, les Antillais, les Philippins, les Indiens et les Pakistanais et de nouveau les Chinois. Ces groupes, qui ont formé une bonne partie de l'immigration depuis la première guerre mondiale, ont tous eu à subir une forte discrimination. Chaque groupe fut successivement décrit comme sale, mal éduqué, porté au crime, et même, dans certains cas, séditionnel : en fait, ces immigrants ont été souvent considérés presque comme des « sous-hommes ».

Il est à noter que les groupes d'immigrants que nous avons mentionnés ne constituent pas, jusqu'à la fin des années 60, la majorité de la population immigrante. En effet, au Canada, entre 1964 et 1966, environ 60% des immigrés viennent des États-Unis, d'Europe de l'Ouest et d'Australie, comparativement à 40% originaires d'Europe du Sud, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Mais en 1973-75, les pourcentages ont été inversés : plus de 60% des immigrants proviennent des secondes régions, qui sont toutes à dominante agricole. Il est clair que les immigrants des régions agricoles ne sont pas tous des paysans expropriés, de même que tous les immigrants des régions industrialisées ne sont pas des administrateurs, des professionnels, ou des techniciens. Mais en général, les immigrants des régions agricoles possèdent des qualifications professionnelles inférieures à celles des immigrants des régions industrialisées. On peut donc généralement diviser le flux d'immigrants en deux grandes catégories : d'une part, les ressortissants des régions industrialisées, qui ont pour la plupart une profession ; d'autre part, les immigrants venant des régions à prédominance agricole, qui sont en bonne partie non qualifiés. Ces derniers constituent vraiment une main-d'œuvre à bon marché. Cette division en deux groupes recoupe en gros une division administrative des immigrants en deux catégories : les « indépendants » et les « parraïnés », division traitée dans la section suivante. Les immigrants des régions agricoles provenaient jusqu'à très récemment en bonne majorité d'Europe de l'Est et du Sud. Ces pays, assez fortement peuplés, conservaient des structures foncières archaïques : de grands propriétaires terriens contrôlaient la terre. Ce mode de propriété de la terre entraînait la famine et l'appauvrissement des paysans, et par conséquent, l'exode de la population rurale. Or, à cause de l'insuffisance des

structures industrielles nationales, les paysans chassés de la campagne n'avaient pas d'autre choix que d'émigrer. Peu à peu, les immigrants venant des régions agricoles de l'Europe ont été remplacés par des gens issus du Tiers Monde. En effet, de 1964 à 1966, ces deux groupes comptaient respectivement pour environ 26% et 13% de la population immigrante totale. Mais, de 1973 à 1975, ces pourcentages respectifs sont passés à environ 15% et 45%. Dans cette dernière période, les Portugais forment encore un fort contingent d'immigrants, mais le nombre d'Italiens atteint 20% de ce qu'il était de 1964 à 1966. Les ressortissants des pays du Tiers Monde proviennent surtout de Hong Kong, de l'Inde, de la Jamaïque, des Philippines, de Trinidad et de Guyane. La proportion d'Antillais et d'Asiatiques a donc fortement augmenté. Cette tendance à l'augmentation de la proportion d'immigrants venant du Tiers Monde n'est pas spécifique au Canada, mais caractérise aussi les autres pays capitalistes. Ainsi, les États-Unis ont reçu de nombreux Porto-Ricains, Mexicains et Philippins ; la France, des Algériens et des Antillais ; l'Angleterre, des Antillais, des Pakistais et des Indiens ; et l'Allemagne de l'Ouest, des Turcs. Les pays sous-développés prennent donc la relève des régions européennes non industrialisées comme source de main-d'œuvre non qualifiée et il est à prévoir que cette tendance s'accentuera, à moins que la crise actuelle n'entraîne un arrêt quasi total de l'immigration.

Figure 18.3
Restaurant chinois, (photo Louis-J. Dorais).

3. Deux types d'immigration

[Retour à la table des matières](#)

La loi de l'immigration encore en vigueur au Canada en septembre 1977 ² reconnaît deux sortes d'immigrants : d'une part, les « indépendants », d'autre part, les « parrainés » et les « dépendants ». Les premiers obtiennent un visa d'immigrant sur la base de leurs seules qualifications : comme nous l'avons mentionné, ce sont en général des gens ayant soit une profession (médecin, dentiste, avocat, etc.), soit une

² La nouvelle *loi* sur l'immigration (C-24) votée en juillet 1977, mais en vigueur depuis le 10 avril 1978, prévoit entre autres choses une diminution des « parrainés » par rapport aux « indépendants ». Il s'agit là, à notre avis, d'une mesure causée par la crise actuelle, dont l'aspect le *plus* visible est le fort taux de chômage. Cette mesure est analogue aux *lois* d'exclusion passées dans les années 20 et 30. Ayant déjà sur place une réserve de main-d'œuvre constituée par les chômeurs, la bourgeoisie canadienne, par le biais de l'État, tente de réduire l'afflux de main-d'œuvre. Il est à noter toutefois que le projet de *loi* ne prévoit pas l'arrêt complet de cette immigration de « parrainés » mais seulement sa limitation.

qualification technique (infirmier, technicien, etc.) dont la demande est forte au Canada. La catégorie de « dépendants » comprend la femme et les enfants (ou seulement les enfants, dans le cas d'une immigrante seule) d'un homme admis comme immigrant. Les « parrainés » sont des gens dont un parent ou une connaissance résidant déjà au Canada comme immigrant ou citoyen peuvent répondre. En général, les parrainés sont des anciens paysans ou des travailleurs sans qualification, à la recherche d'un emploi salarié qui leur rapporterait un revenu plus élevé que celui qu'ils obtiennent dans leur pays d'origine. En grande majorité, ces « parrainés » proviennent de régions agricoles telles le sud de l'Italie, la Grèce, le Portugal et, de plus en plus, des Antilles et d'Asie. On retrouve donc au Canada une immigration dépendante mais dont l'importance est plus faible que l'immigration des indépendants.

4. L'utilisation de la main-d'œuvre ethnique

[Retour à la table des matières](#)

Pour illustrer l'utilisation qui est faite de la main-d'œuvre ethnique après son arrivée au Canada, nous présenterons d'abord quelques-uns des résultats d'une recherche que nous avons effectuée avec des étudiants en 1975 dans quatre petites usines de Montréal. Cette recherche comportait aussi une analyse des conditions générales d'utilisation de la main-d'œuvre ethnique au Canada à l'aide des statistiques officielles.

Le premier point qui ressort de cette recherche, c'est qu'on trouve une forte proportion d'immigrants parmi la main-d'œuvre de ces usines, où la productivité et les salaires sont à un bas niveau : vêtement, textile, bonneterie, chaussure, petits articles en métal, etc. Plusieurs immigrants travaillent aussi comme main-d'œuvre dans la construction. Dans ces secteurs d'activité économique, les immigrants forment souvent la majorité des travailleurs.

Deuxièmement, les usines étudiées connaissent un fort roulement de main-d'œuvre caractéristique de ces secteurs de production et il s'y produit le remplacement d'une main-d'œuvre d'un groupe ethnique donné par celle d'un autre groupe. Par exemple, dans une des usines étudiées, la main-d'œuvre majoritairement francophone des années 40 fut remplacée peu à peu dans les années 50 par des Polonais, des Ukrainiens et des Juifs d'Europe de l'Est, puis par des Italiens, ensuite par des Grecs, enfin par des Portugais et des Antillais.

Troisième point à noter, c'est dans les secteurs industriels où les salaires sont les plus faibles que les nouveaux immigrants sont d'abord employés, avant d'être engagés plus tard dans d'autres secteurs. Il arrive souvent que les immigrants reçoivent un salaire inférieur au salaire minimum.

Quatrièmement, afin d'obtenir un revenu familial adéquat, les familles d'immigrants qui arrivent au Canada mettent souvent sur le marché du travail plusieurs membres : le mari, la femme, et aussi, plus tard, les enfants. Les salaires de chacun des membres qui travaillent sont généralement faibles, mais leur addition, avec en plus les heures supplémentaires et le travail de nuit, permettent quelquefois d'obtenir un revenu familial raisonnable. Mais cela se fait aux dépens de la santé et des relations familiales des membres.

Cinquièmement, de nombreux immigrants « parrainés » sont obligés, pour se procurer du travail, de passer par l'intermédiaire de leur « parrain », ce dernier conservant une partie du salaire du « parrainé » en échange de ses services de « contracteur en travail ». Ce type de procédure est répandu surtout dans la construction, mais on le retrouve aussi dans l'industrie du vêtement.

Sixièmement, la relation entre ouvriers immigrants et employeurs est souvent de nature très paternaliste, surtout en ce qui concerne les femmes : en effet, plusieurs immigrantes, surtout les plus jeunes, doivent subir les avances de caractère sexuel de leurs patrons.

Enfin, septièmement, dans certaines usines, on retrouve une division du travail et des échelles de salaires sur une base ethnique.

De ces constatations se dégage la conclusion suivante : l'immigration sert à approvisionner certains secteurs d'industrie en main-d'œuvre à bon marché sans laquelle beaucoup d'industries de ces secteurs ne pourraient se maintenir en opération. C'est là un aspect commun de l'immigration dans tous les pays capitalistes industriels. Et comme, dans les périodes d'expansion économique, après leur arrivée, plusieurs immigrants peuvent obtenir une promotion dans des secteurs industriels mieux rémunérés, il y a nécessité dans ces périodes de trouver de nouvelles sources de main-d'œuvre. C'est pourquoi l'immigration est presque continue, connaissant des baisses dans les périodes de récession, et un arrêt presque complet seulement lors de crises très graves (cf. 1929). Il est nécessaire, par conséquent, d'accepter l'arrivée de groupes ethniques nouveaux.

Par ailleurs, l'accueil d'immigrants de groupes ethniques différents permet d'insister sur les caractéristiques spéciales de chaque groupe et ainsi de diviser la main-d'œuvre d'une usine et même l'ensemble de la classe ouvrière. Cette utilisation politique des immigrants en vue de diviser la classe ouvrière a même été reconnue explicitement par certains patrons. On voit donc à quoi sert l'immigration : elle permet, d'une part, d'obtenir une main-d'œuvre déjà formée, dont une partie est qualifiée, et dont une autre sert de main-d'œuvre à bon marché ; et, d'autre part, de diviser la classe ouvrière. Elle sert donc à la classe dominante canadienne à la fois aux niveaux économique et politique.

5. La constitution des quartiers ethniques

[Retour à la table des matières](#)

A première vue, les quartiers ethniques peuvent apparaître comme des phénomènes « naturels » existant du seul fait de la diversité ethnique des pays capitalistes. Cependant, comme tout phénomène social, l'existence de quartiers ethniques est déterminée par des causes socia-

les, économiques et politiques précises. Car les quartiers ethniques se constituent et disparaissent, leurs membres peuvent les quitter à certaines époques pour aller vivre en banlieue, etc. Les quartiers ethniques sont donc la résultante de causes sociales qu'il nous faut tenter d'élucider.

Certains éléments d'explication ont déjà été donnés précédemment. En effet, nous avons déjà fait mention de ces gens qui « parrainent » les demandes de visa d'autres personnes de leur groupe ethnique. Or, souvent, les parrains sont des propriétaires de logements ou des petits commerçants. Pour comprendre la relation entre le parrainage et la constitution des quartiers ethniques, il est nécessaire d'examiner le processus d'arrivée des immigrants plus en détails.

Les premiers arrivants d'un groupe ethnique donné, ne trouvant pas de compatriotes dans le pays d'immigration, se répartissent dans les villes et résident surtout dans les quartiers défavorisés. Certains de ces premiers arrivés peuvent « réussir » économiquement et s'intégrer à la société ambiante. Mais une des formes les plus répandues de « réussite » des immigrants est liée à la présence sur place d'un bon nombre de membres de leur propre groupe ethnique. En effet, un groupe ethnique constitue un marché pour certaines marchandises spécialisées, particulièrement la nourriture. Certains immigrants organisent donc de petites épiceries et des restaurants qui servent évidemment à approvisionner les membres d'un groupe ethnique en produits « nationaux », mais qui peuvent aussi faire office de centres de rencontre. Par ailleurs, l'achat de maisons à appartements par des membres du groupe dans le quartier autour des épiceries et des restaurants ethniques permet d'offrir le logement aux gens du groupe. Or, les propriétaires de maisons à appartements sont souvent des commerçants, et ce sont eux qui servent de parrains aux immigrants « parrainés ».

Le parrainage assure donc la location des logements puisque les parrainés sont plus ou moins obligés de loger dans les maisons de leurs parrains. Les relations établies par le parrainage se prolongent donc en une relation de dépendance au niveau du logement, de l'emploi et même, souvent, au niveau du crédit pour la nourriture. En effet, souvent sans argent, le nouvel immigrant pourra s'approvisionner à crédit dans l'épicerie de son parrain. Ce dernier pourra même servir

d'intermédiaire dans l'obtention d'un emploi pour le nouvel immigrant, gardant une partie du salaire comme commission pour ses services. On voit donc s'établir à travers divers moyens des relations de dépendance entre le parrain et le parrainé.

Le parrainage et les « logements ethniques » peuvent à première vue sembler avantager les nouveaux arrivants : en effet, dès leur arrivée, ils se retrouvent entre gens de même pays d'origine, parlant la même langue, ils ne sont ni isolés ni dépayés. Cet aspect a une certaine réalité. Les quartiers ethniques permettent aux nouveaux arrivants de supporter avec plus de facilité les premiers moments de l'immigration. Cependant, ces quartiers sont favorables surtout aux propriétaires qui, en répondant aux « besoins » de leurs concitoyens en nourriture, en logement et en crédit, accumulent du capital.

Figure 18.4

Église grecque orthodoxe, Québec, (photo Louis-J. Dorais).

En effet, leur accumulation se fait par le biais du loyer, de l'intérêt sur les prêts et du prix de vente de la nourriture. De plus, dans le cas où s'organise dans le quartier un système de « contrats de travail », les nouveaux arrivants devant presque nécessairement s'affilier à un pa-

tron pour trouver du travail, la petite-bourgeoisie ethnique peut aussi percevoir une partie du salaire des ouvriers.

On peut voir ici tout l'intérêt qu'a « l'élite » ethnique à insister sur les coutumes « nationales » ou en général, sur l'appartenance ethnique : c'est la constitution et le maintien du groupe qui lui assurent une base, relativement captive, d'accumulation du capital. Encore une fois, il est certain que la constitution du groupe aide les nouveaux arrivants. Mais il n'est pas moins certain que l'aspect principal de la constitution de groupes ethniques ne réside pas là mais dans l'accumulation qu'un marché captif permet pour les petits-bourgeois. C'est pourquoi l'insistance sur l'ethnicité à l'intérieur des groupes ethniques provient généralement de l'élite petite-bourgeoise.

Dans le cas de groupes très défavorisés et particulièrement visibles, l'accumulation peut se faire à l'extérieur du groupe concerné. En effet, la majorité des propriétaires de logements ou d'épiceries dans les quartiers noirs et portoricains des États-Unis sont des Blancs. Dans ce cas, une petite-bourgeoisie extérieure au groupe ethnique accumule en extorquant de la valeur aux habitants de ces quartiers. La raison de cette situation tient à la difficulté pour une petite-bourgeoisie noire de se constituer, étant donné le degré élevé de discrimination contre les Noirs et la pauvreté dans laquelle on les confine.

La discrimination, moins forte toutefois, contre les groupes ethniques, permet aux élites ethniques de transformer les membres de leurs groupes en un marché captif. On peut se demander d'où vient cette discrimination. De fait, elle provient de la nécessité, dans le capitalisme, d'insister sur tous les critères de différenciation (sexe, couleur de la peau, langue, religion, culture, appartenance ethnique) pour diviser une classe ouvrière dont l'union serait néfaste au maintien de l'ordre établi. Elle sert aussi à maintenir certains groupes (par exemple, les Noirs aux États-Unis) dans des situations défavorisées, encourageant donc l'utilisation de leurs membres comme main-d'œuvre à bon marché.

La discrimination, dont la cause tient aux rapports de classes du capitalisme, fournit le cadre général dans lequel la petite-bourgeoisie ethnique peut se constituer et organiser un marché captif. Mais la pe-

tite-bourgeoisie ethnique profitera de ce marché captif seulement si la discrimination se maintient à un certain niveau et n'atteint pas des proportions trop élevées. L'insistance de la petite-bourgeoisie ethnique sur ce qui fait la spécificité du groupe est bénéfique à cette classe aussi longtemps qu'elle doit s'appuyer presque exclusivement sur les membres de son groupe. Or, dès qu'elle a assez accumulé, elle est prête à se transformer en bourgeoisie. Mais alors, l'appartenance ethnique devient un obstacle à l'entrée dans une bourgeoisie qui, étant donné sa localisation au Canada, est canadienne. La nouvelle bourgeoisie ethnique doit alors minimiser ses caractéristiques spéciales afin d'être acceptée au sein de la bourgeoisie canadienne. Ce faisant, cependant, elle se coupe d'une bonne partie de sa base d'accumulation, c'est-à-dire de son groupe ethnique : on peut l'accuser de trahir ses origines.

La bourgeoisie ethnique a donc le « choix » entre maintenir des liens étroits avec son groupe et entrer de plein pied dans la bourgeoisie nationale. La décision des membres de cette bourgeoisie dépendra de facteurs tels que l'importance que prend le groupe ethnique dans l'accumulation d'un capitaliste particulier, la possibilité ou non d'être le représentant « bourgeois » du groupe, etc. Quoi qu'il en soit, le point important est qu'il y a un dilemme pour la bourgeoisie ethnique : sa participation à la bourgeoisie canadienne, seule garantie d'accumulation accélérée, peut la couper de son groupe ethnique qui a constitué sa première base d'accumulation. Il est évident que si un capitaliste d'un groupe ethnique réussit à s'insérer dans la haute bourgeoisie monopoliste, son groupe ethnique aura pour lui un rôle économique bien minime.

6. Les immigrants et la question nationale au Québec

[Retour à la table des matières](#)

Le dilemme des petits-bourgeois ethniques apparaît encore clairement dans leurs réactions à la question nationale au Québec. Pour le comprendre, énumérons les différents aspects de ce problème. D'une part, les Canadiens français sont victimes au Canada d'une oppression nationale qui se manifeste à plusieurs niveaux : d'abord au niveau culturel, ils sont submergés dans un ensemble anglophone qui tente d'imposer sa culture. Au niveau économique, « le fait français » est utilisé pour confiner les Canadiens français dans des emplois subordonnés et mal payés, si bien qu'en 1971, ces francophones du Canada étaient le groupe ethnique au revenu moyen le plus faible après les Amérindiens et les Inuit. Enfin, politiquement, ils sont soumis à un État fédéral contrôlé par la bourgeoisie canadienne, en très grande majorité anglophone.

D'autre part, les immigrants viennent au Canada pour améliorer leur situation économique. Ils sont portés à accepter tout ce qui peut les aider dans cette recherche d'une amélioration matérielle. Or, au Canada, étant donné la question nationale, un des moyens les plus sûrs de réussir est d'apprendre l'anglais et de s'orienter vers la communauté anglophone. Cette orientation est renforcée par la présence de la petite-bourgeoisie qui, comme signe de réussite, tente de se faire admettre dans la bourgeoisie canadienne, laquelle, comme on l'a vu, est en très forte majorité anglophone. D'autant plus que lorsque cette petite-bourgeoisie se transforme en bourgeoisie, elle s'intègre à la bourgeoisie canadienne et en adopte les attitudes.

Par ailleurs, au niveau du travail, étant donné que les immigrants sont acceptés au Canada à cause de la nécessité d'une main-d'œuvre à

bon marché, et étant donné que, à cause de l'oppression nationale, les Canadiens français se retrouvent assez souvent dans la même position, il y a partage du même genre d'emplois. Or, sous la pression de la bourgeoisie et même, réellement, en temps de crise, les gens de groupes ethniques différents sont en compétition pour l'emploi. Cette compétition, il faut le dire clairement, ne vient pas du fait que les groupes ethniques sont différents par essence, mais bien de l'utilisation de la force de travail dans le capitalisme. En effet, dans le capitalisme, ce qui compte pour la classe dominante, ce n'est pas d'assurer la satisfaction des besoins ou d'assurer du travail pour tous, mais bien de faire du profit. Or, pour optimiser le profit, il faut avoir une main-d'œuvre à bon marché.

Figure 18.5

Ministère de l'immigration, Québec, (photo Louis-J. Dorais).

[Retour à la table des matières](#)

Pour cela, il est nécessaire d'avoir un surplus de main-d'œuvre, donc par définition, d'avoir une compétition entre ceux qui ont un emploi et ceux qui sont sans emploi. Or, l'immigration est faite pour créer ce surplus de main-d'œuvre. Et comme ce surplus ne peut faire pres-

sion directement que sur les secteurs qui emploient des travailleurs non spécialisés, la main-d'œuvre immigrante fait pression sur l'emploi des Canadiens français. Il y a donc, au niveau de la classe ouvrière, une compétition pour l'emploi, créée par les capitalistes et qui, à cause des préjugés ethniques, est vécue comme conflit ethnique.

Dans cette situation, il n'est pas surprenant de trouver que la plupart des groupes ethniques expliquent la question nationale québécoise non par l'oppression nationale mais plutôt par des caractéristiques qui seraient innées aux Québécois, comme la paresse, l'absence du sens des affaires, etc. Et c'est sur cette base qu'ils s'opposent à l'obtention par les Canadiens français de leurs droits légitimes.

La première réaction des Canadiens français, c'est habituellement de répondre aux attitudes des immigrants par une attitude discriminatoire ou raciste, attitude qui existe d'ailleurs de façon endémique dans nos sociétés.

Or, il faut identifier la cause de cet affrontement entre immigrants et Canadiens français. Si on reconnaît que la cause profonde réside dans l'utilisation capitaliste de la force de travail, il s'ensuit que la solution ne se trouve ni dans un affrontement ethnique, ni dans l'indépendance, si celle-ci ne change rien au niveau des rapports de production, mais bien dans une transformation du contrôle du procès de travail et de l'utilisation de la force de travail.